



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

matériel électrique et électronique

Question écrite n° 97234

Texte de la question

M. Franck Marlin souhaite appeler l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'avenir de la société Altis Semiconductor située à Corbeil-Essonnes. À l'initiative de M. le préfet de l'Essonne, un second comité de suivi s'est réuni le 7 juin afin d'entendre les présidents, directeurs généraux d'IBM et Infineon, actionnaires et par ailleurs clients de cette société. En effet, un plan de restructuration a été présenté, il y a quelques semaines. Il vise à supprimer 323 postes, sur 1 946, ainsi qu'une centaine de contrats temporaires. Or, IBM a annoncé son retrait dès la fin de l'année et Infineon en fera de même en 2009. Sans autres partenaires d'ici à cette échéance, cette restructuration est vouée à l'échec et Altis, qui représente plus de la moitié de l'activité des semi-conducteurs en France et qui possède un savoir-faire exceptionnel en Europe, est vouée à disparaître. Aussi, face à ces désengagements, les salariés d'Altis et les élus locaux souhaitent prévoir dès aujourd'hui la reconversion de ce site. Comptant sur le soutien du Gouvernement, y compris financier, il lui demande quelles mesures seront prises pour maintenir l'emploi et l'activité industrielle sur ce site.

Texte de la réponse

Le site d'Altis fait, depuis 2003, l'objet d'une attention particulière des pouvoirs publics. Conscient des limites qu'atteindra à terme le modèle actuel de l'entreprise qui dépend, tant pour son actionnariat que pour son volume d'activités, de deux actionnaires de référence, l'État et les collectivités s'étaient engagés dans une démarche visant à renforcer les capacités technologiques de l'entreprise, dans une perspective d'acquisition d'autonomie. Cette démarche a été récemment accélérée par la décision d'Infineon de ne réserver qu'une partie des capacités de production de l'entreprise, et par l'anticipation d'une décroissance à compter de 2009 du volume d'affaires d'Altis qui sera dédié à cet acteur industriel. Si les volumes produits diminuent, en revanche ils correspondent à des marchés porteurs dans les prochaines années et pour lesquels Altis dispose d'un outil performant. La récente décision de Bosch qui a annoncé un investissement de 550 millions d'euros pour une unité 200 millions dédiée aux marchés automobile, en technologie 0,13 μ à terme, qui est la technologie actuelle de l'entreprise Altis, conforte l'analyse que l'outil industriel de cette entreprise demeurera à terme valable pour des applications et des marchés spécifiques autres que les applications grands publics qui sont actuellement le coeur de la stratégie d'Infineon. C'est pourquoi l'État a proposé aux collectivités territoriales une démarche de soutien et d'accompagnement de la stratégie de diversification de l'entreprise, qui passe en premier lieu par la restauration de sa compétitivité et par une rationalisation de son outil productif. La démarche proposée par l'État comporte cinq volets : une démarche unifiée vis-à-vis des actionnaires d'Altis, qui a conduit à la réunion du 7 juin 2006, qui a permis de confirmer l'analyse auprès des actionnaires de l'entreprise ; le soutien à la diversification des partenariats ; l'attention particulière portée aux projets de R-D d'Altis en lien avec ses partenaires, notamment au travers du projet CONCEPT déposé au premier appel à projets des pôles de compétitivité et financé par l'État et les collectivités territoriales ; l'étude des voies et moyens du partage des coûts du site industriel ; les suites du programme lancé en 2003 pour renforcer le potentiel technologique du site. L'État est pleinement impliqué dans ces cinq volets, en lien avec l'ensemble des partenaires locaux. Le projet qui pourra en découler et qui impliquera nécessairement des actions de nature diverse devrait permettre

de maintenir sur le site de Corbeil le potentiel industriel et technologique dans un secteur stratégique pour de nombreuses industries, et vital pour le potentiel technologique du Sud francilien dans le domaine des systèmes complexes.

Données clés

Auteur : [M. Franck Marlin](#)

Circonscription : Essonne (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 97234

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 20 juin 2006, page 6352

Réponse publiée le : 25 juillet 2006, page 7822